

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 2010 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier alinéa, les mots "la période budgétaire en cours de sept ans" sont remplacés par le membre de phrase "la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2014 inclus";

2° au deuxième alinéa, le membre de phrase", et pour les investissements ayant trait aux demandes d'aide à l'investissement introduites jusqu'au 31 décembre 2014 inclus " est inséré entre le membre de phrase "l'article 6, § 2, 4^o" et les mots "aucune subvention-intérêt n'est accordée";

3° il est ajouté un alinéa trois, rédigé comme suit :

« Le montant maximal d'aide accordé par entreprise et ayant trait aux demandes d'aide à l'investissement introduites jusqu'au 31 décembre 2014 inclus, ne peut pas dépasser 80.000 euros. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant la politique agricole et la pêche en mer dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Economie,
de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31319]

25 AVRIL 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant la Directive 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 modifiant la Directive 1999/31/CE en ce qui concerne les critères spécifiques applicables au stockage du mercure métallique considéré comme un déchet;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, article 27;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, article 6, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 20 décembre 2012;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 9 janvier 2013;

Vu l'avis n° 52.925/3 du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 2013, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'environnement,
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les annexes I, II et III de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets sont modifiées comme suit :

§ 2. A l'annexe I, le point suivant est ajouté :

« 8. Stockage temporaire de mercure métallique :

Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences suivantes s'appliquent :

- le mercure métallique doit être stocké séparément des autres déchets,

- les conteneurs doivent être conservés dans des cuves dotées d'un revêtement approprié de façon à ne présenter aucune fissure ni interstice et à être imperméable au mercure métallique; ces cuves doivent offrir un volume de confinement adapté à la quantité de mercure stockée,

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31319]

25 APRIL 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Overwegende Richtlijn 2011/97/EU van de Raad van 5 december 2011 tot wijziging van Richtlijn 1999/31/EG met betrekking tot specifieke criteria voor opslag van metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvrijstellingen, artikel 6, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, gegeven op 20 december 2012;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 9 januari 2013;

Gelet op het advies nr. 52.925/3 van de Raad van State, gegeven op 12 maart 2013, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, over de wetten op de Raad van State, gecoördineerde op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister van leefmilieu,
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De bijlagen I, II en III van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen zijn gewijzigd als volg :

§ 2. Aan bijlage I wordt het volgende punt toegevoegd :

« 8. Tijdelijke opslag van metallisch kwik :

Op de tijdelijke opslag gedurende meer dan een jaar van metallisch kwik zijn de volgende voorschriften van toepassing :

- metallisch kwik moet apart van andere afvalstoffen worden opgeslagen;

- de vaten moeten worden opgeslagen in verzamelbekkens die op passende wijze gecoat zijn zodat zij vrij zijn van scheuren en gaten en geen metallisch kwik doorlaten, en waarvan de capaciteit toereikend is voor de opgeslagen hoeveelheid kwik;

- le site de stockage doit être doté de barrières naturelles ou aménagées appropriées pour protéger l'environnement contre les émissions de mercure et offrant un volume de confinement adapté à la quantité totale de mercure stockée,

- le sol du site de stockage doit être recouvert d'un matériau d'étanchéité résistant au mercure; une pente avec puisard doit être prévue,

- le site de stockage doit être équipé d'un système de protection contre l'incendie,

- le stockage doit être réalisé de façon à permettre de retrouver facilement tous les conteneurs. »

§ 3. A l'annexe II, le point suivant est ajouté :

« 6. Exigences spécifiques applicables au mercure métallique

Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences ci-après s'appliquent.

A. Composition du mercure

Le mercure métallique doit être conforme aux spécifications suivantes :

- teneur en mercure supérieure à 99,9 % en poids,

- absence d'impuretés susceptibles de corroder le carbone ou l'acier inoxydable (par exemple, solution d'acide nitrique, solutions chlorurées).

B. Confinement

Les conteneurs servant au stockage du mercure métallique doivent être résistants à la corrosion et aux chocs. Ils doivent donc de préférence être exempts de soudures. Les conteneurs doivent en particulier répondre aux spécifications suivantes :

- matériau constituant le conteneur : acier ordinaire (ASTM A36 au minimum) ou acier inoxydable (AISI 304, 316L),

- les conteneurs doivent être étanches aux gaz et aux liquides,

- la paroi externe des conteneurs doit pouvoir résister aux conditions de stockage,

- le modèle de conteneur doit réussir l'épreuve de chute et les épreuves d'étanchéité décrites dans les chapitres 6.1.5.3 et 6.1.5.4 des Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Manuel d'épreuves et de critères des Nations unies.

Le taux de remplissage du conteneur doit être au maximum de 80 % en volume, afin de préserver un espace vide suffisant et d'éviter toute fuite ou déformation permanente du conteneur en cas de dilatation du liquide sous l'effet de températures élevées.

C. Procédures d'admission

Seuls sont admis les conteneurs accompagnés d'un certificat et conformes aux exigences énoncées au présent point.

Les procédures d'admission doivent respecter les conditions suivantes :

- seul est admis le mercure métallique répondant aux critères d'admission minimaux susmentionnés;

- les conteneurs doivent faire l'objet d'une inspection visuelle avant stockage; les conteneurs endommagés, qui fuient ou qui sont corrodés ne sont pas admis,

- les conteneurs doivent être porteurs d'une empreinte durable (réalisée par poinçonnage), indiquant le numéro d'identification du conteneur, le matériau dont il est constitué, le poids du conteneur à vide, la référence du fabricant et la date de fabrication,

- une plaque fixée à demeure sur le conteneur doit mentionner le numéro d'identification du certificat.

D. Certificat

Le certificat visé sous C doit mentionner les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du producteur des déchets,

- le nom et l'adresse de la personne responsable du remplissage,

- le lieu et la date de remplissage

- la quantité de mercure,

- la pureté du mercure et, le cas échéant, une description des impuretés, ainsi que le rapport d'analyse,

- la confirmation que le conteneur a servi exclusivement au transport/stockage de mercure,

- le numéro d'identification du conteneur,

- de opslaglocatie moet voorzien zijn van kunstmatige of natuurlijke barrières die geschikt zijn om het milieu tegen kwikemissies te beschermen en waarvan de capaciteit toereikend is voor de totale opgeslagen hoeveelheid kwik;

- de vloeren van de opslaglocatie moeten bedekt zijn met een kwikbestendig dichtingsproduct. Er moet een hellend oppervlak met een vergaarbekken voorhanden zijn;

- de opslaglocatie moet zijn uitgerust met een brandbeveiligingssysteem;

- de opslag moet zodanig worden ingericht dat alle vaten gemakkelijk bereikbaar zijn. ».

§ 3. Aan bijlage II wordt het volgende punt toegevoegd :

« 6. Specifieke voorschriften voor metallisch kwik

Op de tijdelijke opslag gedurende meer dan een jaar van metallisch kwik zijn de volgende voorschriften van toepassing :

A. Samenstelling van het kwik

Metallisch kwik moet voldoen aan de volgende specificaties :

- kwikgehalte hoger dan 99,9 gewichtsprocent;

- geen onzuiverheden die koolstofstaal of roestvrij staal kunnen corroderen (bv. salpeterzuuroplossing, chlorideoplossingen).

B. Omhulling

Vaten die voor opslag van metallisch kwik worden gebruikt, moeten corrosie- en schokbestendig zijn. Lasverbindingen moeten daarom worden vermeden. De vaten moeten daarom in het bijzonder voldoen aan de volgende eisen :

- materiaal van het vat : koolstofstaal (ten minste ASTM A36) of roestvrij staal (AISI 304, 316L);

- de vaten moeten gas- en vloeistofdicht zijn;

- de buitenkant van het vat moet bestand zijn tegen de opslagomstandigheden;

- het ontwerp van het vat moet met succes de valproef en de dichtheidsproef doorstaan, zoals omschreven in de hoofdstukken 6.1.5.3 en 6.1.5.4 van de UN Recommendations on the Transport of Dangerous Goods, Manual of Tests and Criteria.

De vullingsgraad van het vat mag ten hoogste 80 volumeprocent bedragen, zodat er voldoende vrije ruimte beschikbaar is en er geen lekkage of permanente vervorming van het vat kan optreden ten gevolge van expansie van de vloeistof door hoge temperatuur.

C. Aanvaardingsprocedures

Alleen vaten met een certificaat dat aan de in dit punt vastgestelde voorschriften voldoet, mogen aanvaard worden.

De aanvaardingsprocedures moeten voldoen aan de volgende voorschriften :

- alleen metallisch kwik dat aan de bovengenoemde minimumcriteria voor aanvaarding voldoet, mag worden aanvaard;

- de vaten moeten vóór opslag visueel onderzocht worden. Beschadigde, lekkende of gecorrodeerde vaten mogen niet worden aanvaard;

- de vaten moeten een duurzaam merkteken dragen (aangebracht door ponsing), waarop het identificatienummer van het vat, het constructiemateriaal, het leeggewicht, de referentie van de fabrikant en de datum van fabricage vermeld staan;

- de vaten moeten een permanent op het vat bevestigd plaatje dragen waarop het identificatienummer van het certificaat vermeld staat.

D. Certificaat

Het onder C vermelde certificaat moet de volgende gegevens bevatten :

- naam en adres van de afvalproducent;

- naam en adres van de voor het vullen verantwoordelijke persoon;

- plaats en datum van vullen;

- hoeveelheid kwik;

- de zuiverheid van het kwik en, indien relevant, een beschrijving van de onzuiverheden, inclusief het analyserapport;

- de bevestiging dat de vaten uitsluitend voor het vervoer/de opslag van kwik zijn gebruikt;

- de identificatienummers van de vaten;

- toute observation particulière.

Les certificats doivent être délivrés par le producteur des déchets ou à défaut par la personne responsable de leur gestion. ».

§ 4. A l'annexe III, le point suivant est ajouté :

« 6. Exigences spécifiques applicables au mercure métallique

Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences ci-après s'appliquent.

A. Exigences de surveillance, d'inspection et d'intervention d'urgence

Un système de surveillance continue des vapeurs de mercure, d'une sensibilité au moins égale à 0,02 mg mercure/m³, doit être installé sur le site de stockage. Des capteurs doivent être placés au niveau du sol et à hauteur d'homme. Le système doit être équipé d'un dispositif d'alarme visuelle et sonore. Il doit faire l'objet d'un entretien annuel.

Le site de stockage et les conteneurs doivent faire l'objet d'une inspection visuelle par une personne habilitée au moins une fois par mois. Lorsqu'une fuite est détectée, l'exploitant doit immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute émission de mercure dans l'environnement et rétablir les conditions de stockage du mercure en toute sécurité. Toute fuite doit être considérée comme ayant d'importants effets néfastes sur l'environnement, comme énoncé à l'article 12, 2°.

Des plans d'urgence et des équipements de protection appropriés à la manipulation du mercure métallique doivent être disponibles sur le site.

B. Tenue de registres

Tous les documents contenant les informations visées au point 6 de l'annexe II ainsi que sous A au présent point, y compris les certificats accompagnant les conteneurs et les relevés mentionnant le déstockage et l'expédition du mercure métallique après un stockage temporaire, sa destination et le traitement qu'il est prévu de lui appliquer, doivent être conservés pendant au moins trois ans après la fin du stockage. »

Art. 2. Le point 7° de l'article 2 de l'arrêté du 18 avril 2002 est remplacé par le présent point :

7° « décharge » : un site d'élimination des déchets par dépôt des déchets sur ou dans la terre (c'est-à-dire en sous-sol), y compris :

a) les décharges internes (c'est-à-dire les décharges où un producteur de déchets procède lui-même à l'élimination des déchets sur le lieu de production);

b) un site permanent (c'est-à-dire pour une durée supérieure à un an) utilisé pour stocker temporairement les déchets;

à l'exclusion des installations où les déchets sont déchargés afin de permettre leur préparation à un transport ultérieur en vue d'une valorisation, d'un traitement ou d'une élimination en un endroit différent si :

a) le stockage des déchets avant valorisation ou traitement a une durée inférieure à trois ans en règle générale ou;

b) le stockage des déchets avant élimination a une durée inférieure à un an; »

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Environnement,
Mme E. HUYTEBROECK

- eventuele specifieke opmerkingen.

De certificaten worden afgegeven door de producent van de afvalstoffen of, bij gebreke daaraan, door de persoon die verantwoordelijk is voor het beheer ervan. ».

§ 4. Aan bijlage III wordt het volgende punt toegevoegd :

« 6. Specifieke voorschriften voor metallisch kwik

Op de tijdelijke opslag gedurende meer dan een jaar van metallisch kwik zijn de volgende voorschriften van toepassing :

A. Voorschriften inzake toezicht, inspectie en noodsituaties

Op de opslaglocatie moet een permanent meetsysteem voor kwikdamp met een gevoeligheid van ten minste 0,02 mg kwik/m³ moet worden geïnstalleerd. Sensoren moeten op het grondniveau en op hoofdhoogte worden opgesteld. Dit systeem moet een visueel en akoestisch alarmmechanisme omvatten. Het moet jaarlijks onderhouden worden.

De opslaglocatie en de vaten moeten ten minste eenmaal per maand visueel onderzocht worden door een bevoegde persoon. Wanneer lekken worden vastgesteld, moet de exploitant onmiddellijk het nodige ondernemen om elke kwikemissie in het milieu te voorkomen en de veiligheid van de opslag van het kwik te herstellen. Elk lek wordt geacht significante nadelige milieueffecten te hebben als bedoeld in artikel 12, 2°.

Noodplannen en passende beschermende uitrusting voor het hantieren van metallisch kwik moeten op de locatie ter beschikking staan.

B. Bijhouden van registers

Alle documenten die de in punt 6 van bijlage II en punt A van deze afdeling bedoelde informatie bevatten, inclusief het certificaat dat het vat begeleidt, alsmede de registers met betrekking tot het uitslaan en de verzending van metallisch kwik na de tijdelijke opslag ervan en de bestemming en voorgenomen behandeling, moeten gedurende ten minste drie jaar na het einde van de opslag worden bewaard. ».

Art. 2. Punt 7° onder artikel 2 van het besluit van 18 april 2002 wordt vervangen door dit punt :

7° « stortplaats » : een plek voor afvalverwijdering door het storten van afval op of in de grond (namelijk in de ondergrond), met inbegrip van :

a) interne stortplaatsen (namelijk een stortplaats waarbij een afvalproducent op de plaats van productie zelf overgaat tot de afvalverwijdering);

b) een locatie die men permanent gebruikt (namelijk voor meer dan een jaar) voor de tijdelijke opslag van afval;

met uitzondering van installaties waarin de afvalstoffen worden gestort om ze voor te bereiden op een later transport naar een andere plaats met het oog op nuttige aanwending, verwerking of verwijdering indien :

a) de afvalopslag voor de nuttige aanwending of verwerking in de regel minder lang dan drie jaar duurt of;

b) de afvalopslag voor verwijdering minder lang dan een jaar duurt; »

Art. 3. De minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Leefmilieu,
Mevr. E. HUYTEBROECK